



# POLICY BRIEF

N°01/14 JANVIER 2014 | NOUVELLE PROSPÉRITÉ

## Une société post-croissance pour le xxie siècle

Damien Demailly, Lucas Chancel (Iddri), Henri Waisman (Cired)

Ce *Policy Brief* restitue les principaux enseignements de l'étude « Une société post-croissance pour le xxie siècle », publiée en novembre 2013 par l'Iddri.

La croissance économique a-t-elle de beaux jours devant elle dans les sociétés industrialisées ? Ou ces économies sont-elles condamnées, même au-delà de la crise actuelle, à croître moins rapidement dans les décennies à venir, pour des raisons démographiques, énergétiques, ou en raison de la nature des innovations technologiques ? L'étude de l'Iddri révèle que les controverses sur l'avenir de la croissance sont nombreuses et les incertitudes sont grandes.

L'hypothèse d'une croissance structurellement faible est difficile à envisager puisque, dans les discours politiques, croissance et prospérité sont souvent synonymes. Sans croissance, une société semblée vouée à l'implosion et au délitement. Il ressort pourtant de cette étude que s'adapter à des taux de croissance très faibles n'impose pas de renoncer aux objectifs poursuivis par les puissances publiques en matière d'emploi, de réduction des inégalités économiques, de protection sociale ou encore de bonheur déclaré. Mais une société de croissance faible implique des efforts et des arbitrages considérables, en particulier en matière de redistribution et de protection sociale.

Une croyance aveugle dans le retour de nouvelles vagues de productivité ne peut être la seule réponse face à l'incertitude qui pèse sur la croissance de long terme. L'un des plus grands enjeux politiques en ce début de xxie siècle consiste en la formulation d'une narration positive de l'avenir qui ne dépendrait plus de la croissance et qui s'en émanciperait concrètement : une société post-croissance.

### RECOMMANDATIONS

- Les institutions publiques doivent élaborer des scénarios de croissance faible – par exemple 1 % de croissance pendant deux décennies – pour faire apparaître les arbitrages politiques requis, notamment en matière de prélèvements obligatoires et de fonctionnement de la sécurité sociale. À titre d'exemple : quelle serait la part des dépenses de santé en 2025 dans une économie en croissance faible ? Quelles seraient les options fiscales ou de réformes du système de santé pour assurer son équilibre financier ?
- Il appartient aux responsables politiques non seulement de développer une narration positive de l'avenir qui s'émancipe de la croissance, mais aussi de préciser les arbitrages qu'ils favoriseraient dans l'hypothèse d'une croissance structurellement faible. Les programmes de candidats aux élections nationales devraient prévoir un « plan B » en cas de non retour de la croissance soutenue.
- Le monde de la recherche académique doit dépasser les analyses présentées dans cette étude et analyser d'autres dimensions de la politique publique (système politique, finance, culture, etc.) et leur lien (ou l'absence de lien) avec la croissance économique. Cette analyse systémique permettra également d'orienter les arbitrages politiques.

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » portant la référence ANR-10-LABX-01.

Institut du développement durable  
et des relations internationales  
27, rue Saint-Guillaume  
75337 Paris cedex 07 France

## UN DISCOURS INAUDIBLE SUR LA CROISSANCE

Depuis les années 1970, les taux de croissance des pays européens les plus riches sont structurellement atones, voire en baisse, et l'Europe n'est pas la seule concernée. Pourtant, dans de nombreux discours de droite comme de gauche, la croissance est présentée comme une condition *sine qua non* de la prospérité individuelle et collective. Cette dernière n'est pas seulement nécessaire, elle est atteignable, pourvu que l'on s'en donne les moyens. Certains responsables politiques espèrent même le retour de l'« âge d'or » économique ou l'avènement d'une nouvelle révolution industrielle. Pour les générations post-Trente Glorieuses qui n'ont jamais connu des taux supérieurs à 2 %, de tels discours semblent désuets.

Les auteurs qui développent une pensée alternative à la croissance ne répondent pas encore à cette insatisfaction. La littérature sur les indicateurs alternatifs au PIB discute des objectifs sociaux et environnementaux qui doivent primer, mais elle en dit souvent trop peu sur le rôle que joue la croissance du PIB dans l'atteinte de ces objectifs, que ce soit en matière d'emploi, d'égalité de revenus ou d'accès aux services essentiels comme la santé ou l'éducation.

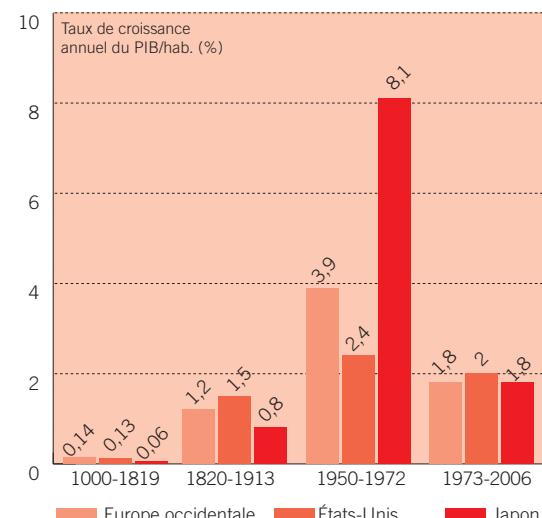
Afin de répondre à cette insatisfaction relative au discours politique, mais aussi médiatique, sur la croissance, en se fondant sur une revue de littérature, des exercices de modélisation macroéconomiques et l'organisation de séminaires réunissant praticiens, politiques et experts, l'étude « Une société post-croissance pour le xxie siècle »<sup>1</sup> tente d'apporter des éléments de réponse aux deux questions suivantes :

1. *Peut-on avoir des certitudes sur l'avenir de la croissance ?*
2. *Dans l'hypothèse d'une croissance faible pour les décennies à venir, oscillant par exemple entre 1% de croissance annuelle et une stagnation du PIB, peut-on prospérer ?*

## INCERTITUDES RADICALES SUR L'AVENIR DE LA CROISSANCE

La croissance supérieure à 1 % par an est un phénomène récent dans l'histoire de l'humanité (figure 1), et les taux observés après la Seconde Guerre mondiale dans les pays industrialisés constituent eux-mêmes une exception. La croissance est le résultat de mécanismes complexes pouvant être liés à des facteurs comme la tertiarisation de l'économie, la diffusion de nouvelles technologies avec un fort potentiel transformateur, l'énergie ou encore le compromis social. Face à la complexité du phénomène, force est de

**Figure 1. Taux de croissance de la production par personne dans le monde de l'an 1000 à nos jours**



Source : Maddison (2001, mise en forme des auteurs).

constater que les économistes sont bien incapables de faire des prévisions robustes en matière de croissance économique sur plusieurs décennies.

La croissance économique est en baisse depuis quarante ans dans la plupart des pays riches. Une grande partie de cette baisse s'explique par la fin du rattrapage économique opéré pendant les Trente Glorieuses, période pendant laquelle l'Europe et le Japon ont reconstruit leurs économies après les deux guerres mondiales et ont développé de nouveaux modes de consommation et de production, comme le fordisme ou le toyotisme.

La situation de croissance faible pourrait bien perdurer, voire s'accentuer, pour au moins quatre raisons.

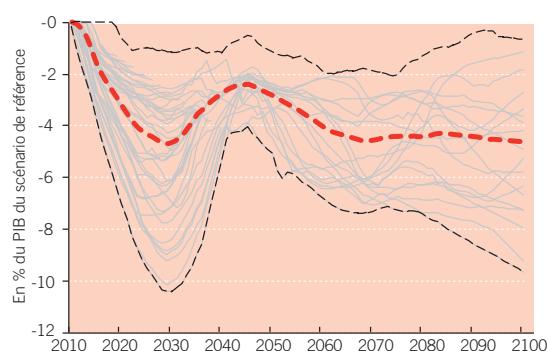
1. D'abord, la tertiarisation des économies industrialisées contribue à ralentir tendanciellement la croissance, les gains de productivité étant plus faibles dans les services que dans l'industrie. Pour reprendre l'exemple de l'économiste américain William Baumol, on ne peut pas exécuter plus vite *Didon et Enée*, ou alors ce ne sera plus l'opéra écrit par Purcell.

2. Le vieillissement de la population, en réduisant la part des actifs dans la population totale, limite aussi la capacité productive d'une économie, et donc son taux de croissance. Le vieillissement réduit actuellement la croissance des pays de l'OCDE d'environ 0,7 point de pourcentage par rapport aux années 1950.

3. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sont porteuses d'espoir quant à leur potentiel de croissance. Pourtant, malgré les bouleversements qu'elles ont opérés dans notre vie quotidienne, leur effet sur

1. « Une société post-croissance pour le xxie siècle. Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance ? » Demainly, D., Chancel, L., Waisman, H., Guiavarch, C., *Study n°08/2013*, Iddri.

**Figure 2.** L'impact d'une trajectoire de transition énergétique sur la croissance dépend de nombreux facteurs



Source : simulation avec IMACLIM.

Lecture : la ligne grise montre le coût, au niveau mondial, d'une d'une trajectoire de développement donnée par rapport à un scénario tendanciel. Toutes les trajectoires parviennent à limiter les émissions de CO<sub>2</sub>, en conformité avec les objectifs pris par l'UE d'ici à 2050. Mais chaque trajectoire y parvient de manière différente, avec hypothèses différentes en matière d'innovation technologique, de politiques publiques (i.e. développement de réseaux de transports collectifs) ou encore de modération des comportements. La ligne pointillée correspond à la moyenne des 432 trajectoires.

l'activité économique peine à être observé dans les statistiques. Pour certains auteurs, les NTIC ne sont pas porteuses d'une vague d'accélération d'une ampleur comparable à celles des innovations phares (électricité, machine à vapeur) des révolutions industrielles passées.

4. Peut-on alors miser sur les retombées industrielles d'une transition écologique ? La prise en compte du caractère limité des ressources énergétiques et la nécessité de contenir la hausse des températures à l'échelle de la planète pourraient réduire encore un peu davantage le potentiel de croissance. En matière d'accès aux ressources naturelles, l'Union européenne (UE) est particulièrement mal lotie : son taux de dépendance énergétique est supérieur à 70 % ; l'UE ne dispose d'aucune terre rare et figure au premier rang de la consommation mondiale de terres agricoles à l'étranger. La poursuite des rythmes actuels de consommation de ressources naturelles, sans découverte de nouvelles ressources, modifications des techniques et des comportements, entraînera l'UE ainsi que l'économie mondiale vers de graves pénuries. Il n'y a là rien de nouveau, mais le rappel des chiffres a le mérite de souligner l'urgence du besoin d'une transformation des économies et sociétés industrialisées.

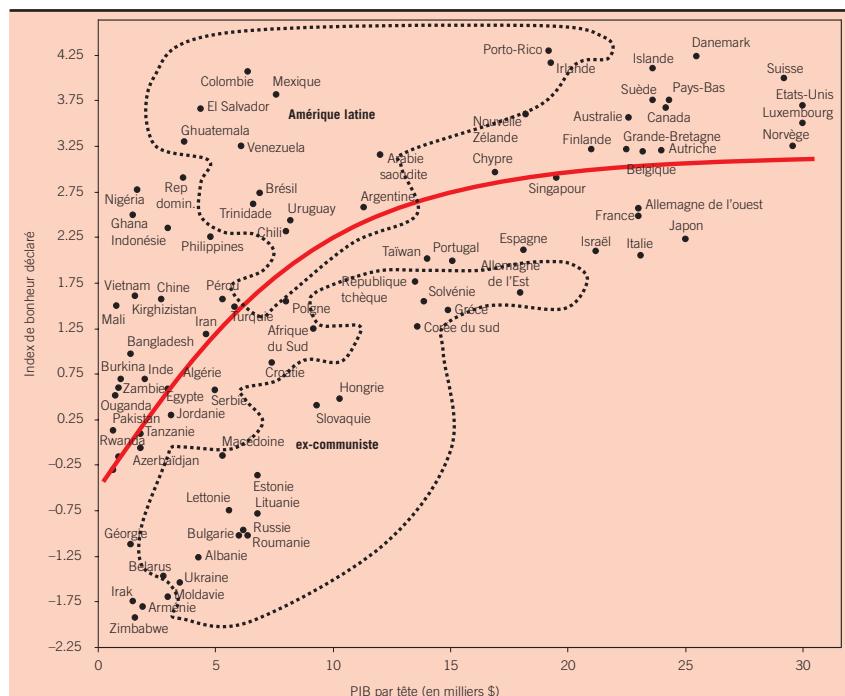
## CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pour savoir quel pourrait être l'impact macroéconomique de la raréfaction des ressources énergétiques ou de la réduction des émissions, le recours à un modèle économie-énergie-climat comme IMACLIM, développé au Cired (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement), offre un éclairage précieux. Un tel modèle permet de représenter dans le détail les évolutions des systèmes énergétiques, physiques et économiques.

Il ressort des travaux de modélisation que si les hypothèses les plus pessimistes se confirment (sur les ressources énergétiques, l'évolution du coût des technologies bas carbone ou des modes de vie), l'impact macroéconomique des politiques de lutte contre le changement climatique et/ou de la raréfaction énergétique serait de plusieurs dixièmes de point de croissance par an. Il faut évidemment prendre avec précaution les résultats chiffrés des modèles.

Tout d'abord parce qu'en prenant les hypothèses les plus optimistes et non les plus pessimistes, le coût macroéconomique devient quasi-négligeable. Ensuite parce que ce sont des ordres de grandeur et non des prédictions exactes, et que la confiance que chacun peut avoir dans ces ordres de grandeurs dépend de la confiance qu'il a dans la façon dont IMACLIM

**Figure 3.** Au-delà d'un certain niveau de revenu dépassé dans les pays de l'UE, la croissance n'est pas corrélée au bonheur.



Source : Inglehart et al. (2008).

représente les interactions entre l'économie, l'énergie et le climat<sup>2</sup>.

Il existe donc une incertitude « radicale » sur l'avenir de la croissance économique. Les choix politiques que nous ferons dans le futur (favoriserons-nous les services à la personne ou la robotisation des services ? Déciderons-nous de protéger la biodiversité ?) et les technologies que nous inventerons demain demeurent incertains. Cela ouvre par conséquent une large gamme de futurs économiques possibles avec autant de résultats en matière de croissance. Et l'hypothèse d'une croissance faible, oscillant autour de 1 %, voire à des taux plus faibles, ne peut être écartée.

## PEUT-ON PROSPÉRER SANS CROISSANCE ?

### Bonheur et emploi

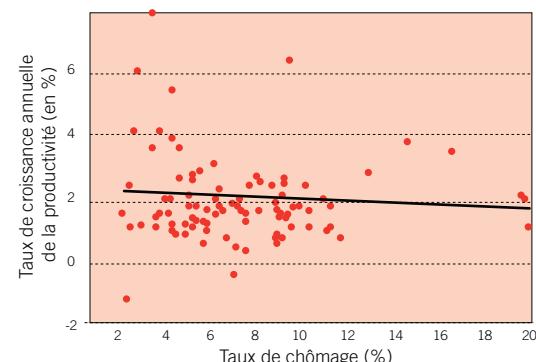
Les liens entre croissance et prospérité sont moins forts qu'on peut généralement le penser. À long terme, il n'y a pas de lien entre le bonheur déclaré et le niveau de revenu, une fois un certain seuil dépassé, depuis les années 1970 en France. Au delà de ce seuil, la croissance économique n'accroîtrait donc pas le bien être individuel (figure 3). En matière d'emploi, il ne semble pas non plus y avoir de lien entre le taux de croissance moyen d'un pays et son taux de chômage à moyen et long termes (figure 4).

### Inégalités et protection sociale

En matière d'inégalités et de protection sociales, une croissance faible prolongée complique la tâche des décideurs, en ce qu'elle a tendance à creuser les inégalités de revenu sur le long terme, alors même que l'équité apparaît comme essentielle au bonheur déclaré ou aux bonnes performances en matière de santé. Une société de croissance faible doit donc redoubler d'efforts en matière de réduction des inégalités.

2. Il est à noter que nous n'incluons pas dans cette étude l'impact économique de politiques autres que climatiques, comme la protection de la biodiversité par exemple, ni l'impact de dérèglements climatiques majeurs sur l'activité.

**Figure 4.** Il n'y a pas de corrélation entre taux de croissance moyen et taux de chômage à moyen terme.



Note : relation entre le taux de croissance de la productivité et chômage taux de chômage annuel moyen dans 20 pays de l'OCDE, sur la période 1985-2009. Les variables sont moyennées sur des périodes de 5 ans.

Source : Cahuc *et al.* (2014).

De même, nous observons que la croissance faible complique les arbitrages à réaliser pour assurer le financement des systèmes de retraite par répartition : sans croissance, il faut trouver de nouvelles sources de prélèvements et/ou travailler plus longtemps et/ou baisser relativement les pensions. De même avec le secteur de la santé : sans croissance aussi forte du reste de l'économie, il faut d'autant plus augmenter les prélèvements et/ou couper les dépenses et/ou réformer en profondeur le système. Au final, sans la « bulle d'air » de la croissance, il faut davantage réformer, faire davantage de politique.

Néanmoins, tant pour réduire les inégalités que pour réformer la protection sociale, le contexte de croissance faible est un puissant frein politique. Le « gâteau » ne grandissant plus aussi vite qu'avant, il est intuitivement plus difficile de modifier la répartition entre travailleurs et détenteurs de capitaux, travailleurs et inactifs, ou d'arbitrer collectivement entre des services de santé publics et de la consommation privée. Un régime de croissance plus faible impose donc davantage d'arbitrages et rend ces arbitrages encore plus délicats politiquement. ■